

Tunisie



ALIMENTATION SCOLAIRE

SABER Rapport Pays

2015

Objectifs stratégiques

1. Cadres Politiques

La cantine scolaire est bien intégrée dans les textes officiels du Ministère de l'éducation, avec des orientations claires. Il manque une politique ou une stratégie nationale rénovée.

2. Capacités Financières

Le programme est entièrement financé par le Ministère de l'éducation. Le budget est insuffisant pour couvrir tous les besoins, les infrastructures sont inadéquates avec un retard dans l'ouverture des crédits. Le secteur privé et les ONGs ne sont pas présents dans le programme.

3. Capacités Institutionnelles et Coordination

Les attributions du comité de pilotage existent mais il n'y a pas de cadre juridique. Il y a un manque dans la stratégie de formation, (plan de formation pour le personnel au niveau central, régional et local), de suivi, d'évaluation ainsi qu'une faiblesse dans la coordination entre les différents niveaux : national, régional et local.

4. Conception et Mise en œuvre

Il existe un plan de suivi et d'évaluation mais les données sont recueillies de manière intermittente et il n'y a pas de rapports produits. Les critères de ciblage existants ne reposent pas sur une analyse des besoins. Les normes sur le panier alimentaire ne répondent pas aux besoins nutritifs de l'enfant. Elles ne sont pas appliquées et n'ont pas été actualisées. Il y a aussi un manque de normes pour les modalités d'approvisionnement et de logistique.

5. Rôles de la Communauté - Accompagner au-delà de l'école

Des efforts sont déployés et des textes juridiques existent pour la participation des communautés –décret n°5183 Novembre 2013. Toutefois, il y a une différence entre les lois et les politiques pour la participation communautaire et la réalité dans les écoles. On peut relever une faible participation effective des parents et de la communauté.

Statut



Introduction

Ce rapport présente une évaluation des politiques d'alimentation scolaire et des institutions qui affectent les jeunes enfants en Tunisie. L'analyse est basée sur un outil de la Banque mondiale développé dans le cadre de l'initiative d'une Approche systémique pour de meilleurs résultats éducatifs (SABER) qui vise à évaluer systématiquement les systèmes d'éducation par rapport aux normes mondiales fondées sur des faits et des bonnes pratiques afin d'aider les pays à réformer leurs systèmes éducatifs pour un apprentissage adéquat pour tous.

Les politiques d'alimentation scolaire sont une composante essentielle d'un système éducatif efficace, étant donné que la santé et la nutrition des enfants influent sur leur fréquentation scolaire, leurs capacités d'apprentissage et sur leur développement global. Un programme d'alimentation scolaire est un service de santé spécifique au milieu scolaire, qui peut faire partie d'un programme plus large de santé scolaire d'un pays, et souvent, dans lequel sont investies une grande quantité de ressources. SABER-Alimentation scolaire recueille, analyse et diffuse des informations complètes sur les politiques d'alimentation scolaire dans le monde entier. L'objectif global de cette initiative est d'aider les pays à concevoir des politiques efficaces pour améliorer leurs systèmes d'éducation, faciliter l'analyse comparative des politiques, identifier les domaines clés où concentrer les investissements, et aider à diffuser les bonnes pratiques.

À la fin de 2013, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé une Politique d'alimentation scolaire révisée qui intègre l'outil SABER-Alimentation scolaire. La politique révisée exige que chaque bureau de pays du PAM travaillant sur l'alimentation scolaire entreprenne un dialogue politique avec le Secteur de l'éducation du pays dans le cadre des activités de renforcement des capacités. Le PAM a décidé d'utiliser SABER-Alimentation scolaire comme l'un de leurs outils stratégiques pour guider le dialogue politique et évaluer de manière plus systématique la transition des programmes d'alimentation scolaire jusqu'à la prise en charge nationale et / ou le renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Le PAM intégrera cet outil dans sa préparation du projet à partir de 2015.

La Tunisie en Bref

La République Tunisienne est un pays de l'Afrique du Nord limité à l'ouest par l'Algérie, au sud-est par la Libye et au nord et à l'est par la mer Méditerranée avec 1 298 km de côtes.

La population de la Tunisie est estimée à environ 10,8 millions d'habitants dont 50,4% de femmes, avec un taux d'accroissement naturel de 0,96%, un taux de croissance économique d'un peu moins de 3% et un taux d'inflation de 5,5% en 2013. Le PIB par habitant est de l'ordre de 9 700 USD.

La Tunisie est à revenu intermédiaire, tranche supérieure, classé au 81ème rang mondial (sur 169 pays) selon le Rapport sur le Développement Humain 2013 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

L'économie du pays repose principalement sur les exportations agricoles (l'agriculture constitue 11,5 % du PIB) et sur le tourisme. L'Institut national de la statistique situe aujourd'hui le taux de pauvreté à 15,5 %, avec des disparités régionales en termes de santé, d'éducation et de nutrition notamment entre les régions côtières développées et peuplées de plus de 65,3% de la population, et l'intérieur (Centre-Ouest et Nord-Ouest) et le sud du pays.

Éducation et santé en Tunisie

Contexte de l'éducation en Tunisie

En Tunisie, l'éducation est un droit fondamental, garanti pour tous, sans discrimination. D'après la constitution de la Tunisie de 2014, l'État veille à fournir les moyens nécessaires pour améliorer la qualité de l'enseignement et de l'éducation.¹

La réforme de l'éducation a été instituée par la loi d'orientation de l'éducation et de l'enseignement scolaire du 23 juillet 2002 qui fait de l'éducation une priorité nationale absolue et rend l'école obligatoire et gratuite pour les enfants de 6 à 16 ans. Le premier cycle, d'une durée de six ans, est dispensé à l'école primaire

¹ Government of Tunisia, 2014.

alors que le deuxième cycle, d'une durée de trois ans, se déroule au collège.

Le Gouvernement a alloué 14,9 % de son budget total (soit 4,3 % du PIB) à l'éducation pour l'année scolaire 2011/2012. Le gouvernement Tunisien a aussi développé une Stratégie de Développement de la Tunisie Nouvelle, 2012² qui se fonde sur la mise en œuvre d'une nouvelle génération de réformes économiques et sociales à travers, entre autres, le renforcement du développement humain et social et la consolidation du développement durable. Ceci nécessite la mise en œuvre de réformes qui visent la réduction des écarts enregistrés au niveau du revenu des ménages et la lutte contre la pauvreté, l'impulsion de l'emploi et l'amélioration des prestations de l'éducation et de la santé.

La population scolaire du cycle primaire est estimée à un million d'enfants environ. Le taux de scolarisation est élevé: le taux net de scolarisation (TNS) est de 98 %, pour un taux brut de scolarisation (TBS) de 107 %. Les abandons scolaires sont passés de 13 % en 1999 à 6 % en 2010 ; ils touchent particulièrement les filles de 12 à 13 ans et les zones rurales.

En dépit des réformes du secteur de l'éducation, et particulièrement du cycle primaire, qui mettent l'accent sur la qualité de l'enseignement, et malgré un bon ratio élèves/enseignant (17 pour 1), certains problèmes demeurent, on peut citer à titre d'exemple: l'accès insuffisant pour les enfants les plus vulnérables, la qualité de la formation des enseignants ainsi que les infrastructures scolaires souvent inadéquates.

Contexte de la sante en Tunisie

Les conditions de vie et de santé en Tunisie se sont améliorées au fil du temps. Le pourcentage de décès attribuables aux maladies transmissibles, maternelles, prénatales, ainsi qu'aux conditions nutritionnelles a diminué de 11% en 2012. Le pourcentage des personnes entre 15 et 49 ans qui ont le VIH est faible (0,1% de ce groupe démographique). Toutefois, le pourcentage de décès attribuables aux maladies non transmissibles a

augmenté à 82%.³ L'augmentation de l'accès à une source d'eau potable ainsi qu'à des installations d'assainissement a pu partiellement contribuer à la réduction des maladies transmissibles. Les cas de personnes atteintes de cancer, de maladie respiratoire ou de maladie métabolique sont plus nombreux.⁴ En 2012, 90% de la population avait accès à une installation sanitaire améliorée tandis que 97% de la population avait accès à une source d'eau potable.

Les taux de mortalité maternelle et infantile sont plus faibles que les autres pays d'Afrique. En 2013, le taux de mortalité maternelle était de 46 décès pour 100 000 naissances vivantes alors que le taux de mortalité infantile était de 13 décès pour 1000 naissances vivantes. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a également diminué de façon constante depuis 2000 à 15 décès pour 1 000 naissances vivantes en raison du programme national de vaccination. En particulier, la rougeole, la polio et le tétanos néonatal sont tous près d'être éradiqués dans le pays.⁵ Le Programme alimentaire mondial (PAM) collabore avec le ministère tunisien de l'éducation pour mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire dans toutes les écoles primaires publiques.⁶

Sécurité Alimentaire et Nutrition

La production agricole tunisienne est dominée par l'élevage, puis par l'arboriculture (olives, dattes et agrumes), le maraîchage et la production de céréales. Bien que la Tunisie dépende des importations céréalières, la hausse des prix des céréales au niveau international ne s'est pas répercutée au niveau national en raison des subventions accordées par le gouvernement. Les prix d'autres produits alimentaires ont toutefois augmenté, en particulier ceux de la viande et des légumineuses – et l'index des prix alimentaires a augmenté de 5 % en 2012.

La FAO et le PAM ont entrepris en 2011 une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA)⁷ en Tunisie pour déterminer le niveau d'insécurité alimentaire dans les régions où se concentrent les flux de réfugiés en provenance de la Libye, à savoir les régions du Nord-Ouest, du Centre-Ouest et du Sud-Est. L'analyse

² Government of Tunisia, 2012.

³ World Bank, 2014.

⁴ WHO, 2014.

⁵ Ibid.

⁶ WFP, 2014.

⁷ Niazi, A. and M. Musa, 2011.

a constaté que les taux d'insécurité alimentaire sévères et modérées sont les plus élevés dans les gouvernorats de Kasserine et de Béja.

Les causes de l'insécurité alimentaire dans les régions concernées par l'évaluation sont à la fois structurelles et conjoncturelles: (i) l'augmentation du prix des denrées alimentaires de base; (ii) les problèmes de santé; (iii) le chômage; (iv) l'augmentation du prix du gaz et de l'électricité; (v) l'insécurité qui touche tant les biens que les personnes; (vi) le bas niveau des salaires; (vii) l'aridité du climat; (viii) la pression de la crise libyenne. Face à l'insécurité alimentaire, les ménages diminuent leur consommation (achat de denrées moins chères, diminution du nombre de repas, réduction de la quantité de nourriture, envoi d'un membre de la famille chez des parents) ainsi que leurs dépenses de santé, leurs dépenses agricoles, et vendent leur équipement ménager ou leur troupeau.

Les principaux indicateurs de l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois mettent en lumière des disparités régionales assez importantes. Les indicateurs sont particulièrement bas dans la région du Sud-Ouest par rapport à la moyenne nationale, la malnutrition aiguë globale y est trois fois plus élevée (10,3% contre 3,4%) ; la malnutrition chronique y est deux fois plus forte (17% contre 9%) ; et les taux d'insuffisance pondérale y sont également deux fois plus élevés (6,7 % contre 3,3%). L'anémie reste largement répandue parmi les femmes en âge de procréer (26%), chez les femmes enceintes (32%) et chez les enfants d'âge préscolaire (22%), aussi bien en milieu urbain que rural, malgré l'amélioration des conditions et du niveau de vie au cours des deux dernières décennies. Paradoxalement, les taux de surcharge pondérale et d'obésité ont également augmenté au cours des dernières années, indiquant un changement progressif des habitudes alimentaires et du mode de vie.

Les arguments en faveur de l'alimentation scolaire

Les programmes d'alimentation scolaire, définis ici comme la distribution de nourriture aux écoliers, peuvent augmenter le taux de scolarisation⁸ et de fréquentation, surtout pour les filles⁹. Lorsqu'ils sont combinés avec une éducation de qualité, les programmes d'alimentation scolaire peuvent augmenter la capacité cognitive¹⁰ et la réussite scolaire¹¹. Avec des rations correctement conçues, les programmes d'alimentation scolaire peuvent améliorer l'état nutritionnel des enfants en âge préscolaire et primaire en remédiant aux carences en micronutriments. En s'associant avec la production agricole locale, ces programmes peuvent également fournir un marché stable aux petits agriculteurs. Ces programmes d'alimentation scolaire peuvent apporter des avantages à court terme après les crises, aider les collectivités à se rétablir et à renforcer la résilience, en plus des bénéfices à long terme en développant le capital humain¹². Les programmes d'alimentation scolaire peuvent être classés en deux groupes principaux: l'alimentation à l'école (lorsque les enfants sont nourris à l'école) et les rations à emporter à la maison (les familles reçoivent de la nourriture lorsque leurs enfants vont régulièrement à l'école). Un des avantages majeurs des programmes d'alimentation scolaire est qu'ils offrent le plus grand bénéfice aux enfants les plus pauvres. Plusieurs études¹³ ont indiqué que ne pas prendre de petit déjeuner nuit à la performance éducative.

Les données actuelles semblent indiquer que pratiquement chaque pays cherche à nourrir ses écoliers. Par conséquent, en particulier pour les pays à faible revenu où sont concentrées les régions avec une insécurité alimentaire, la question essentielle n'est pas de savoir si un pays mettra en œuvre des programmes d'alimentation scolaire mais plutôt comment et avec quels objectifs.

Les chocs sociaux des récentes crises mondiales ont conduit à une demande accrue des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu, car

⁸ Ahmed, 2004; Gelli, Meir, and Espejo, 2007

⁹ Jacoby, Cueto, and Pollitt, 1996; Powell et al., 1998; Kristjansson et al., 2007.

¹⁰ Whaley et al., 2003; Kristjansson et al., 2007; Jukes et al., 2008.

¹¹ Tan, Lane, and Lassibille, 1999; Ahmed, 2004; Adelman et al., 2008.

¹² WFP, 2013.

¹³ Simeon and Grantham-McGregor, 1989; Pollitt, Cueto, and Jacoby, 1998; Simeon, 1998.

ils peuvent servir de filet de sécurité pour les ménages souffrant d'insécurité alimentaire grâce à un transfert de revenus. En réponse à cette forte demande, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et la Banque mondiale ont entrepris conjointement une analyse intitulée *Rethinking School Feeding*¹⁴ (*Repenser l'alimentation scolaire*). Cette initiative visait à mieux comprendre comment développer et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire efficaces, comme un filet de sécurité productif qui fait partie de la réponse aux chocs sociaux, ainsi qu'à un investissement financièrement durable dans le capital humain. Ces efforts s'inscrivent dans un objectif global à long terme de l'Éducation pour tous et offrent une protection sociale aux pauvres.

Alimentation Scolaire en Tunisie

Le programme d'alimentation scolaire national en Tunisie, (plus connu comme le programme des cantines scolaire) est géré par le ministère de l'éducation. Il constitue l'un des mandats attribués par la législation de réforme de l'éducation de 2002¹⁵. Son objectif est d'améliorer l'accès à la scolarisation des enfants des ménages les plus démunis, de réduire les abandons - principalement en raison de la distance entre les écoles et les lieux d'habitation des enfants - et d'accroître l'attention des enfants en atténuant la faim immédiate. Le projet contribue à la réalisation des objectifs 2 et 3 des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pour atteindre l'enseignement primaire universel et éliminer les disparités entre les garçons et les filles d'ici 2015.

La gestion du programme est décentralisée. Le Ministère de l'Éducation met les fonds à la disposition des commissariats régionaux (entités du ministère décentralisées dans les gouvernorats) lesquels les transfèrent directement aux écoles dotées de cantines. Le directeur et le concierge de l'école sont en charge de la gestion de la cantine.

Les activités d'alimentation scolaire ont commencé en 1988 avec l'appui du Programme Alimentaire Mondial (PAM). En 1997, le gouvernement tunisien a pris en charge l'ensemble des activités et le PAM s'est retiré. Depuis, la couverture et le budget alloués aux activités d'alimentation scolaire ont considérablement augmenté.

En 2003-2004, le budget alloué à l'alimentation scolaire était de plus de 2,3 millions de dollars (soit 4 millions de dinars). Ce budget atteint 14,4 millions de dollars pour l'année scolaire 2013/2014. Le nombre d'écoles à cantine est passé de 2200 en 2010 à 2244 en 2014. Pendant l'année scolaire 2013/2014, 240 275 élèves des écoles primaires publiques ont reçu des repas quotidiens à l'école, soit une couverture de 24 pour cent des élèves des écoles primaires. Les repas scolaires sont servis 120 jours sur 200 jours ouvrables, soit 60% de l'année scolaire. En 2014, le budget unitaire pour chaque repas est de 0,5 dollar par jour et comprend une allocation d'environ 0,05 dollar par repas pour le directeur et le concierge de l'école pour la gestion de la cantine.

Chaque école fournit aux enfants les aliments disponibles sur le marché local ou chez l'épicier de la localité. Dans 60% des cantines, des repas froids sont servis. Pour les écoles qui servent des repas froids, le panier alimentaire comprend un sandwich avec de la *harissa* et du thon ou sardines en conserve, du beurre, du fromage Chamîa et des œufs. Les repas chauds servis dans quelques écoles comprennent parfois une soupe, une salade, du yaourt et un fruit de saison.

Malgré les efforts du gouvernement en ce qui concerne l'allocation des ressources pour l'alimentation scolaire, le niveau du budget alloué à l'activité ne permet pas de couvrir toute l'année scolaire. Il y a aussi l'absence d'un contrôle sanitaire du personnel et de conditions sanitaires. On note en plus des difficultés d'ordre logistique qui ne favorisent pas l'atteinte des objectifs fixés (problèmes de transport et absence de commerçants de produits alimentaires dans les zones éloignées, manque d'espaces pour le stockage et pour la restauration, manque d'équipements et retards de versement de fonds alloués à l'alimentation scolaire en début d'année fiscale).

Le ministère de l'éducation s'est engagé à développer une stratégie d'alimentation scolaire nationale durable et efficace. Son objectif est d'atteindre la scolarisation de tous les enfants au primaire de manière cohérente, tout au long de l'année scolaire et avec des repas nutritifs de haute qualité. Le ministère de l'éducation souhaite également collaborer avec le ministère de l'agriculture et

¹⁴ Bundy et al., 2009

¹⁵ WFP, 2013a.

d'autres ministères pour promouvoir une alimentation scolaire reliant les petits agriculteurs avec les écoles.

Le Gouvernement tunisien a demandé une assistance technique du PAM en vue de renforcer son programme d'alimentation scolaire des établissements publics d'enseignement. Le projet d'assistance technique entamé en 2013 vise à accompagner le Ministère de l'Éducation dans son processus de révision du programme d'alimentation scolaire. Il a pour but d'appuyer les efforts faits par le Ministère de l'éducation pour améliorer la qualité et la viabilité de ce programme et d'élaborer un document de stratégie nationale de l'alimentation scolaire.

Cinq objectifs stratégiques essentiels pour promouvoir l'alimentation scolaire

La base d'un programme d'alimentation scolaire efficace se compose de cinq objectifs stratégiques essentiels. La figure 1 illustre ces objectifs stratégiques et décrit les leviers stratégiques respectifs ainsi que les résultats qui relèvent de chaque objectif.

Le premier objectif est celui d'un cadre de politique nationale. Une base politique solide renforce la durabilité et la qualité de la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire. La planification nationale de l'alimentation scolaire dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté du pays (ou d'autres stratégies de développement équivalentes) transmet l'importance qu'accorde le gouvernement à l'alimentation scolaire dans le cadre de son programme de développement. Pour la plupart des pays qui mettent en œuvre leurs propres programmes nationaux, l'alimentation scolaire est incluse dans les cadres politiques nationaux.¹⁶

Le deuxième objectif stratégique de l'alimentation scolaire est la capacité financière. Un financement stable est une condition préalable à la durabilité. Cependant, là où le besoin est le plus grand, les programmes ont tendance à être plus faibles et davantage tributaires de l'aide extérieure. Le financement de ces programmes peut provenir de diverses sources, telles que les organisations non-gouvernementales (PAM) et le gouvernement. Quand un

programme devient nationalisé, il a besoin d'une source de financement stable et indépendante, soit par les ressources de base du gouvernement ou par le financement du développement. À long terme, un budget national pour l'alimentation scolaire est nécessaire pour un programme efficace et stable.

Le troisième objectif stratégique est la capacité institutionnelle et la coordination. Les programmes d'alimentation scolaire sont mieux exécutés quand une institution est chargée et responsable pour la mise en œuvre d'un tel programme. Les programmes efficaces comprennent également la participation de différents secteurs tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, et le gouvernement local. Ils incluent également un lien global entre l'alimentation scolaire et les autres programmes de santé scolaire ou de protection sociale ainsi que des dispositifs de coordination établis.

Le quatrième objectif stratégique est la conception rationnelle et la mise en œuvre. Afin de maximiser l'efficacité, les programmes d'alimentation scolaire devraient identifier clairement les problèmes spécifiques à chaque pays, les objectifs et les résultats attendus. Le contexte et les besoins du pays devraient déterminer les bénéficiaires du programme, le panier alimentaire (menus) ainsi que les habitudes alimentaires et la chaîne d'approvisionnement. Les pays et les partenaires devraient travailler à la création d'un équilibre délicat entre un approvisionnement alimentaire international, national et local afin de soutenir les économies locales sans compromettre la qualité et la stabilité de l'approvisionnement en nourriture.

Le dernier objectif stratégique est le rôle des communautés – Accompagner au-delà de l'école. Les programmes d'alimentation scolaire qui sont pris en charge localement, intègrent les contributions des communautés locales, et répondent beaucoup mieux aux besoins spécifiques de celle-ci. Ces programmes sont plus susceptibles d'avoir une transition réussie entre l'aide des bailleurs de fonds et l'appropriation nationale. La participation communautaire devrait être considérée à chaque étape, mais sans surcharger membres de la communauté.

¹⁶ Bundy et al., 2009; WFP, 2012.

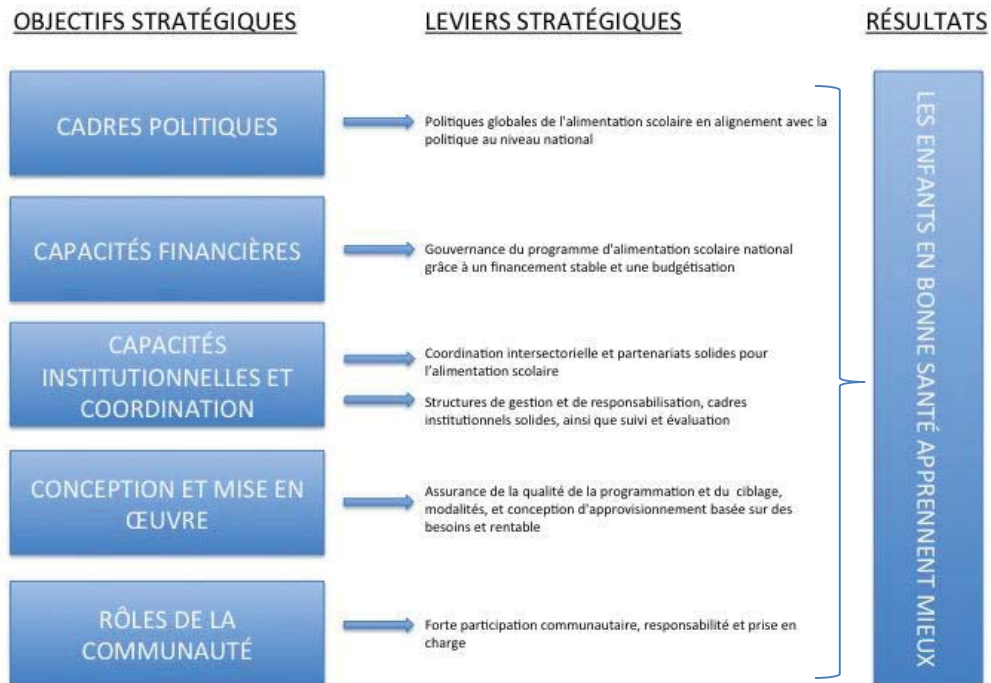
L'utilisation d'outils basée sur des faits

L'objectif principal de l'exercice SABER-Alimentation scolaire est de recueillir des informations systématiques et vérifiables sur la qualité des politiques d'un pays grâce à un questionnaire SABER-Alimentation scolaire. Cet instrument de collecte des données permet de faciliter l'analyse comparative des politiques, identifier les domaines clés dans lesquels concentrer les investissements, et diffuser les bonnes pratiques ainsi que le partage des connaissances. Cette évaluation holistique et intégrée, sur la façon dont la politique globale d'un pays affecte le développement des jeunes enfants, est classée dans l'une des phases suivantes, représentant les divers niveaux de l'élaboration des politiques qui existent parmi les différentes dimensions de l'alimentation scolaire:

1. **Latent:** pas ou très peu de politique de développement.
2. **Émergent:** début/ certaines initiatives en faveur d'une politique de développement
3. **Établi:** une certaine politique de développement.
4. **Avancé:** Développement d'un cadre politique global.

Chaque objectif et levier de l'alimentation scolaire est méthodiquement comparé à travers deux outils d'analyse de SABER. La première est une *grille de notation* qui quantifie les réponses aux questions sélectionnées du questionnaire SABER-Alimentation scolaire en y attribuant des valeurs de points. Le second outil est la rubrique cadre SABER-Alimentation scolaire qui analyse les réponses, en particulier les réponses écrites, fondées sur cinq objectifs stratégiques et leviers du cadre. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site Internet de la Banque mondiale sur *SABER-School Health and School Feeding* et cliquez sur le ["What Matters" Framework Paper](#) sous *Méthodologie*.

Figure 1: Objectifs stratégiques et leviers politiques de l'alimentation scolaire



Objectif Stratégique 1: Cadres Politiques en Tunisie



Levier stratégique:

- Politiques globales pour l'alimentation scolaire en alignement avec la politique au niveau national

Une fondation politique contribue à renforcer la durabilité et la responsabilité d'un programme d'alimentation scolaire ainsi que la qualité de sa mise en œuvre. Presque tous les pays ayant une prise en charge nationale des programmes possèdent des politiques nationales bien articulées quant aux modalités et aux objectifs de l'alimentation scolaire.¹⁷

Les stratégies nationales de la Tunisie considèrent l'alimentation scolaire comme une intervention importante pour arriver à une éducation de qualité et pour lutter contre la pauvreté, l'abandon et l'échec scolaire. Il existe donc une volonté politique visant l'amélioration de l'environnement de l'alimentation scolaire. Pour cette raison, le gouvernement tunisien a entamé le processus de développement d'une politique alimentaire scolaire nationale avec la collaboration du PAM. Cependant il faut noter que pour le moment il n'y a pas de politique ou de stratégie spécifique à l'alimentation scolaire qui règle ou guide sa mise en œuvre au niveau des écoles.

1. Cadres Politiques: ETABLI

Indicateurs	Résultats	Justification
1A. La stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national ainsi que les politiques et stratégies sectorielles de l'éducation identifient l'alimentation scolaire comme une éducation et / ou une intervention de la protection sociale, avec des objectifs clairement définis et des responsabilités sectorielles	<p>Etabli</p>	La cantine scolaire est bien intégrée dans les textes, avec des orientations claires. Il manque une politique ou stratégie intégrée.
1B. Une politique fondée sur des preuves techniques liées à l'alimentation scolaire décrit les objectifs, la justification, la portée, la conception, le financement et la durabilité du programme, et traite de manière exhaustive les quatre autres objectifs stratégiques.	<p>Emergent</p>	La politique nationale est en cours d'élaboration

¹⁷ WFP, 2012.

Objectif Stratégique 2: Capacités Financières en Tunisie



Levier stratégique:

- Gouvernance du programme d'alimentation scolaire national grâce à un financement stable et une budgétisation

Un financement stable est nécessaire afin d'assurer la viabilité à long terme d'un programme d'alimentation scolaire, en particulier pour celui qui passe d'un financement de bailleurs de fonds à celui du gouvernement. Les programmes d'alimentation scolaire soutenus par des partenaires extérieurs dépendent en général de l'aide alimentaire, des dons en nature du gouvernement et / ou de contributions en espèces du gouvernement. Pour que le programme soit durable et pris en charge à l'échelle nationale, le programme d'alimentation scolaire devrait avoir une ligne budgétaire et faire partie du processus de budgétisation et de planification du gouvernement.

L'alimentation scolaire est intégrée au processus national de planification et est entièrement financée par une ligne dédiée du budget national au ministère de l'éducation. Une ligne budgétaire nationale et des fonds sont également alloués à l'infrastructure (construction et aménagement). D'autres ministères n'ont pas de lignes budgétaires dédiées à l'alimentation scolaire. Le secteur privé et la société civile ne contribuent pas à son financement. Bien que le gouvernement ait récemment augmenté le budget (23 milliards de dinars en 2013, 800 millièmes par enfant bénéficiaire), les montants alloués sont toujours jugés insuffisants, surtout ceux pour l'infrastructure, alors que le budget alloué est assez élevé par rapport aux moyennes internationales. Ainsi, il semblerait qu'en réalité il y aurait des possibilités de faire des économies pour améliorer l'efficacité. Il y a par ailleurs des retards d'ouverture de crédit. Au niveau des écoles, il y a des retards dans les déboursements, ce qui impacte la qualité du programme.

2. Capacités financières: ETABLI

Indicateurs	Résultats	Justification
2A. La/les ligne/s du budget national et du financement est/sont allouée/s à l'alimentation scolaire; les fonds sont versés aux niveaux de la mise en œuvre d'une manière opportune et efficace.	<p>Etabli</p>	<p>Le ministère de l'éducation finance entièrement les cantines scolaires. Il faudrait impliquer d'autres ministères dans ce programme dans la mesure où ils vont disposer d'un fond ou d'une ligne budgétaire dédiés. Le secteur privé et les ONG ne sont pas présents dans le programme et il y a des retards en début d'année budgétaire.</p>

Objectif Stratégique 3: Capacités institutionnelles et de coordination en Tunisie



Leviers stratégiques:

- Coordination intersectorielle et partenariats solides pour l'alimentation scolaire
- Structures de gestion et de responsabilisation, cadres institutionnels solides, ainsi que suivi et évaluation

La mise en œuvre d'une politique d'alimentation scolaire nécessite une capacité institutionnelle significative car le programme est une intervention complexe dans la santé scolaire. La politique doit clairement définir les rôles et responsabilités des parties prenantes et des acteurs à tous les niveaux. De manière rationnelle, l'augmentation de la capacité du gouvernement à gérer un programme d'alimentation scolaire est importante pour la viabilité à long terme de celui-ci. Une institution nationale, qui est chargée et responsable pour la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire, est considérée comme une meilleure pratique. Cette institution doit avoir une unité spécifique qui dispose des ressources adéquates et d'un personnel compétent pour gérer le programme d'alimentation scolaire. En outre, les politiques qui indiquent en détails les dispositifs de responsabilité et de gestion peuvent aider à assurer la qualité et l'efficacité du programme, surtout si le programme d'alimentation scolaire est décentralisé.

Les attributions du comité de pilotage existent sous forme du comité de pilotage que le gouvernement tunisien a établi pour son projet avec le PAM. Néanmoins il n'existe pas de comité de pilotage national ou de structure de coordination multisectorielle pour le programme d'alimentation scolaire national. Un comité de pilotage multisectoriel pour le projet d'assistance technique du PAM a été établi en 2013, avec des attributions claires, ce qui représente une avancée importante vers la mise en place de mécanismes de coordination pour l'ensemble du programme au niveau national.¹⁸ Le système de gestion de l'alimentation scolaire existant manque d'un cadre législatif. Le

personnel impliqué ne bénéficie pas de formations régulières. Cela représente des contraintes pour la coordination des activités du niveau central jusqu'aux écoles.

3. Capacités Institutionnelles et Coordination: EMERGENT		
Indicateurs	Résultats	Justification
3A. Le comité de pilotage multisectoriel coordonne la mise en œuvre d'une politique d'alimentation scolaire nationale.		Les attributions du comité de pilotage existent mais le cadre juridique n'existe pas. De plus il n'y a pas de comité de pilotage établi pour l'ensemble du programme
3B. Une unité de gestion nationale de l'alimentation scolaire et les structures de responsabilisation sont en place, en coordination avec les structures au niveau des écoles.		Manque d'un cadre structuré et de textes clairs qui organisent les structures de gestion et de la responsabilisation des gérants des cantines et des écoles (statut professionnel et des fonctions attribuées).
3C. La gestion au niveau des écoles et les structures de responsabilisation sont en place.		Il y a un besoin d'assurer une stratégie de formation (au niveau de la gestion et de la comptabilité) selon un programme bien établi en milieu scolaire.

¹⁸ WFP, 2015.

Objectif Stratégique 4: Conception et mise en œuvre d'une politique d'alimentation scolaire en Tunisie



Levier stratégique:

- Assurance de la qualité de la programmation et du ciblage, modalités, et conception d'approvisionnement, garantissant nécessité et rentabilité

Une politique d'alimentation scolaire bien conçue, basée sur des faits, est essentielle à la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire de qualité. La politique peut inclure des détails sur le ciblage des bénéficiaires corrects, sélectionnant les modalités appropriées de livraison de nourriture, et choisissant un panier d'aliments de qualité. Au fil du temps, la politique d'alimentation scolaire peut être redessinée ou modifiée selon les réévaluations du programme d'alimentation scolaire.

Avec 240,275 bénéficiaires pour l'année scolaire 2013-2014, le programme d'alimentation scolaire est bien établi en Tunisie. Cependant, les normes et procédures relatives à la mise en œuvre et au pilotage du programme sont insuffisantes pour assurer la mise en œuvre d'un service de qualité et homogène dans l'ensemble des écoles bénéficiaires. Il existe un manuel de gestion élaboré en 1990, mais celui-ci n'a pas été actualisé et désormais est peu diffusé et connu au niveau des établissements scolaires.

Il existe des procédures de suivi-évaluation. Des données sont recueillies de manière intermittente mais ne sont pas analysées de manière systématique dans des rapports de suivi et ne conduisent pas à la formulation de recommandations. Des critères de ciblage ont été élaborés mais ne reposent pas sur une analyse des besoins d'alimentation scolaire actualisée. Les normes sur le panier alimentaire ne répondent pas aux besoins nutritionnels des élèves, elles ne sont pas appliquées au niveau des écoles et n'ont pas été mises à jour.

4. Conception et mise en œuvre: EMERGENT		
Indicateurs	Résultats	Justification
4A. Un système fonctionnel de suivi et d'évaluation est en place dans le cadre de la structure de l'institution responsable, et utilisé pour la mise en œuvre et la rétroaction	Emergent 	Il existe un plan de suivi intégré au système national. Les données sont recueillies de manière intermittente. Il y a des rapports finaux (des commissariats du ministère de la santé) et des recommandations mais les rapports ne sont pas élaborés de façon continue et régulière.
4B. La conception du programme identifie les groupes cibles appropriés et critères de ciblage correspondant à la politique nationale d'alimentation scolaire et l'analyse de la situation	Emergent 	Des critères de ciblage existent mais ne reposent pas sur une analyse de besoins actualisée.
4C. Les modalités alimentaires ainsi que le panier alimentaire correspondent aux objectifs, habitudes et goûts locaux, à la disponibilité de la nourriture locale, sécurité alimentaire, et aux exigences de contenu nutritionnel	Latent 	Existence de normes anciennes, mais qui ne sont pas appliquées et n'ont pas été actualisées. Elles ne remplissent pas les critères énoncés.
4D. Les dispositifs d'approvisionnement et de logistique sont basés sur la mobilisation de ressources la plus locale possible, en tenant compte des coûts, des capacités d'exécution des parties, de la capacité de production dans le pays, de la qualité de la nourriture, et de la stabilité du système de livraison.	Latent 	Des normes nationales concernant les modalités d'approvisionnement et la logistique n'existent pas. Il n'y a pas de procédures de contrôle de la qualité des aliments.

Objectif Stratégique 5: Rôles de la communauté – Accompagner au-delà de l'école en Tunisie



Levier stratégique:

- Participation et responsabilisation de la communauté

Le rôle de la communauté devrait être clairement défini dans une politique d'alimentation scolaire car la participation et la prise en charge de la communauté améliorent les chances de viabilité à long terme du programme d'alimentation scolaire. Si le gouvernement rend la communauté responsable du programme d'alimentation scolaire, la politique de celle-ci devrait détailler lignes directrices, normes minimales, et soutien afin que la communauté mette en œuvre le programme. La politique d'alimentation scolaire peut également inclure des dispositifs afin de pouvoir tenir le gouvernement responsable.

Au niveau de l'école, il peut y avoir un comité de gestion de l'école composé de parents, enseignants et élèves qui agit comme agent de liaison entre l'école et la communauté, et qui gère le programme d'alimentation scolaire. Il faut prendre soin de ne pas surcharger la communauté, car dans certains cas, la communauté peut introduire des frais pour soutenir le programme d'alimentation scolaire local, ce qui peut avoir un impact négatif sur les taux de scolarisation. Les programmes d'alimentation scolaire soutenus par la communauté sont généralement ceux qui réussissent le mieux dans les zones en sécurité alimentaire.

Malgré les lois et les politiques qui établissent un comité de développement formé du directeur de l'école, des représentants de parents et d'instituteurs dans chaque école, ce comité est rarement opérationnel car il n'existe pas de système de responsabilisation pour encadrer les processus de consultation des parents et des membres de la communauté. Malgré certains efforts engagés, notamment à travers le décret n°5183 Nov. 2013¹⁹ fixant les critères, les procédures et les conditions d'octroi du financement public pour les associations ; les

associations locales sont quasi absentes de la vie des établissements scolaires. En Tunisie, la participation des communautés et de la société civile dans la vie des écoles est traditionnellement très limitée. Les mécanismes de participation opérationnels sont à définir et à mettre en place.

5. Rôles de la communauté – Accompagner au-delà de l'école: LATENT		
Indicateurs	Résultats	Justification
5A. La communauté participe à la conception du programme d'alimentation scolaire, la mise en œuvre, la gestion ainsi qu'à l'évaluation, et contribue aux ressources.		Il y a une grande différence entre les lois et les politiques concernant la participation des communautés dans les cantines scolaires et la réalité dans le milieu scolaire. Il y a des textes politiques et juridiques pour la participation des communautés mais qui ne peuvent pas être appliqués sans révision

Pour voir les notes pour tous les indicateurs et les objectifs stratégiques en un tableau, veuillez vous référer à l'Annexe 1.

¹⁹ "Journal Officiel de la République Tunisienne", 2013.

Conclusion

L'analyse des cinq objectifs stratégiques montre qu'en dépit de la volonté politique certaine en vue d'améliorer son programme d'alimentation scolaire, la Tunisie a besoin d'avoir une réelle politique ou stratégie nationale d'alimentation scolaire formalisée dans un document officiel, qui repose sur l'analyse de la situation à travers un diagnostic approfondi des besoins. Le programme est entièrement financé par le gouvernement à travers le Ministère de l'éducation avec une faible intervention de partenaires, ce qui témoigne de l'importance accordée par le gouvernement Tunisien à l'alimentation scolaire. Cependant, le budget est insuffisant pour couvrir tous les besoins et pour avoir des équipements et une infrastructure adéquats. Au niveau des écoles, il y a des retards dans les ouvertures des crédits qui se répercutent sur la qualité du programme. Il n'a pas encore de comité de pilotage multisectoriel pour coordonner la mise en œuvre d'une politique nationale d'alimentation scolaire durable et efficace avec des critères de ciblage clairs. De plus, les structures de gestion et de responsabilité au niveau central et local, et les procédures et normes d'approvisionnement, de logistique et de suivi et d'évaluation n'ont pas été mises à jour. Ainsi, les acteurs au niveau des écoles ne disposent pas des outils nécessaires pour les guider dans la mise en œuvre d'un programme de qualité. Enfin, les communautés ne contribuent pratiquement pas à la gestion et à la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.

Options Politiques:

- Collecter et faire la synthèse des textes sur l'alimentation scolaire existant dans les différents ministères.
- Instaurer un comité de politique au niveau national et régional avec des termes de référence, par décret, qui implique tous les ministères et intervenants.
- Augmenter la ligne budgétaire pour l'alimentation scolaire et pour les infrastructures et les équipements.
- Améliorer l'efficacité dans les déboursements de fonds et des achats, pour cela explorer la possibilité de rendre les écoles autonomes financièrement en les

regroupant par délégation. (Les écoles primaires ne disposent pas de budget)

- Rédiger des textes normatifs et des cahiers de charge sur la mise en œuvre en accord avec les lois et les procédures des ministères.
- Conduire une analyse des besoins nutritionnels et préciser les critères de ciblage en prenant en considération les élèves handicapés et aux besoins spécifiques.
- Revoir les normes nutritionnelles et sanitaires (normes d'hygiène et conditions des locaux, du personnel, procédures de contrôle, alimentation équilibrée, favoriser les produits frais) et les appliquer afin de fournir des repas sains et équilibrés.
- Mettre en place du personnel spécialisé doté d'un statut ainsi qu'un programme de formation pour tous les principaux intervenants.
- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation avec des équipes mobiles.
- Encourager la participation de la société civile dans la gestion et le financement du programme d'alimentation scolaire en révisant et opérationnalisant la réglementation des associations dans les écoles et en organisant des campagnes de sensibilisation au profit des familles et des ONGs.
- Établir une phase expérimentale pour les différentes propositions, partager les bonnes expériences et instaurer un prix national pour les meilleures cantines.

Annexe 1

Tableau 1. Niveaux de développement des Indicateurs de SABER -Alimentation scolaire et objectifs stratégiques en Tunisie

LEVIER STRATEGIQUE	INDICATEUR	NIVEAU			Note globale par domaine	
		Latent	Emergent	Etabli		Avancé
Objectif stratégique 1: Cadres politiques						
Politiques globales pour l'alimentation scolaire - alignement rationnel sur la politique nationale	La stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national ou stratégie nationale équivalente, ainsi que les politiques et stratégies sectorielles (plan sectoriel de l'éducation, politique de nutrition, politique de protection sociale) identifient l'alimentation scolaire comme une éducation et / ou une intervention de la protection sociale, avec des objectifs clairement définis et des responsabilités sectorielles.	L'alimentation scolaire est reconnue en tant qu'éducation et / ou intervention de la protection sociale, mais elle n'est pas encore incluse dans la stratégie de la réduction de la pauvreté publiée au niveau national, politique nationale équivalente, ou des politiques et stratégies sectorielles, mais n'est pas encore publiée.	L'alimentation scolaire fait l'objet de discussion par les membres et partenaires lors de la préparation de la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national, politique nationale équivalente, ou des politiques et stratégies sectorielles, mais n'est pas encore publiée.	L'alimentation scolaire figure et est publiée dans la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national ou d'une politique nationale équivalente (notamment les spécifications quant à, où l'alimentation scolaire sera ancrée, qui la mettra en œuvre et, établissant des objectifs et / ou des jalons fixés par le gouvernement); les politiques ou stratégies du secteur publiées ont des objectifs et des responsabilités sectorielles clairement définis.	L'alimentation scolaire inclut une stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national non publiée ou une politique nationale équivalente (notamment les spécifications quant à, où l'alimentation scolaire sera ancrée, qui la mettra en œuvre et, établissant des objectifs et / ou des jalons fixés par le gouvernement); les politiques ou stratégies sectorielles publiées ont des objectifs et des responsabilités sectorielles bien définis, y compris ce que l'alimentation scolaire peut et ne peut pas permettre, en ligne avec la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national ou d'une stratégie nationale équivalente.	ETABLI

	<p>Une stratégie technique relative à l'alimentation scolaire et basée sur des faits, décrit les objectifs, la justification, la portée, la conception, le financement ainsi que la durabilité du programme et s'intéresse aux quatre autres objectifs stratégiques (capacité institutionnelle et coordination, capacité financière, conception et mise en œuvre, ainsi que la participation de la communauté).</p>	<p>La nécessité d'une stratégie technique relative à l'alimentation scolaire est reconnue, mais n'a pas encore été développée ou publiée.</p>	<p>Une stratégie technique et une analyse de la situation sont en cours de développement par les secteurs concernés traitant de l'alimentation scolaire.</p>	<p>Une stratégie technique relative à l'alimentation scolaire est publiée, décrivant les objectifs, la justification, la portée, le financement et la durabilité du programme et couvrant certains aspects des quatre autres objectifs stratégiques, notamment les liens avec le développement de l'agriculture.</p>	<p>Une stratégie technique relative à l'alimentation scolaire est publiée, décrivant les objectifs, la justification, la portée, la conception, le financement et la durabilité du programme et couvrant de manière exhaustive les quatre autres objectifs stratégiques grâce à des mesures pour la production locale et l'approvisionnement, notamment des liens avec le développement de l'agriculture et des petits exploitants agricoles; la stratégie est documentée d'une analyse de la situation des besoins et est en ligne avec les stratégies nationales de réduction de la pauvreté ainsi que des politiques sectorielles pertinentes et des stratégies.</p>	
--	---	---	--	--	---	--

Objectif stratégique 2: Capacité financière						
Gouvernance du programme national d'alimentation scolaire	- un financement stable et une budgétisation	La/les ligne/s du budget national et les fonds sont alloués à l'alimentation scolaire; les fonds sont versés aux niveaux de mise en œuvre (national, régional et / ou à l'école) d'une manière opportune et efficace.	La nécessité d'inclure l'alimentation scolaire dans le processus de planification nationale est reconnue, mais cela n'a pas encore eu lieu; le gouvernement est entièrement tributaire des fonds extérieurs et aucune disposition ne figure dans le budget national quant à l'allocation de ressources à l'alimentation scolaire; la nécessité de mécanismes de décaissement des fonds pour les niveaux de mise en œuvre est reconnue, mais n'est pas encore en place.	L'alimentation scolaire figure dans le processus de planification nationale et le financement national est stable grâce à une ligne budgétaire, mais incapable de couvrir tous les besoins; il n'y a pas de ligne budgétaire aux niveaux régionaux et scolaires; un financement de l'alimentation scolaire existe et, est versé aux niveaux de mise en œuvre par intermittence.	L'alimentation scolaire figure dans le processus de planification nationale et est entièrement financée grâce à une ligne budgétaire nationale; tous les ministères impliqués dans la mise en œuvre du programme ont un budget ou des fonds alloués; des lignes budgétaires existent également aux niveaux régionaux et scolaires; les fonds d'alimentation scolaire sont versés aux niveaux de mise en œuvre en temps opportun et de manière efficace.	L'alimentation scolaire figure dans le processus de planification nationale et est entièrement financée par une ligne budgétaire nationale conforme à la politique d'alimentation scolaire et à l'analyse de la situation, avec des possibilités d'engagement du secteur privé; des lignes budgétaires et des plans existent également aux niveaux régionaux et scolaires, suffisamment pour couvrir tous les frais relatifs à l'exécution du programme; des fonds d'alimentation scolaire sont versés aux niveaux de mise en œuvre en temps opportun et de manière efficace et les responsables de mise en œuvre ont la capacité de planifier et de budgéter ainsi que de demander des ressources du niveau central.
ETABLI						

Objectif stratégique 3: Capacité institutionnelle et coordination

<p>Coordination de l'alimentation scolaire - de solides partenariats et une coordination intersectorielle</p>	<p>Le comité de pilotage multisectoriel coordonne la mise en œuvre d'une politique nationale d'alimentation scolaire.</p>	<p>Les efforts de coordination du comité de pilotage multisectoriel ne sont actuellement pas systématiques.</p>	<p>Le Comité de pilotage sectoriel coordonne la mise en œuvre d'une politique nationale d'alimentation scolaire.</p>	<p>Le Comité de pilotage multisectoriel provenant d'au moins deux secteurs (par exemple l'éducation, la protection sociale, l'agriculture, la santé, l'administration locale et l'eau) coordonne la mise en œuvre d'une politique nationale d'alimentation scolaire.</p>	<p>Le Comité de pilotage multisectoriel provenant d'au moins trois secteurs (par exemple l'éducation, la protection sociale, l'agriculture, la santé, l'administration locale et l'eau) coordonne la mise en œuvre d'une politique nationale d'alimentation scolaire; ce comité dirigé par le gouvernement assure la coordination globale (entre les agences internationales, les ONG, le secteur privé ainsi que des représentants d'entreprises locales) et fait partie d'un comité plus large sur la santé en milieu scolaire et la nutrition.</p>	<p>EMERGENT</p>
---	---	---	--	--	---	------------------------

Structures de gestion et de responsabilisation, y compris en termes de personnel - de solides cadres institutionnels pour la mise en œuvre	Une unité de gestion nationale de l'alimentation scolaire et des structures de responsabilisation sont en place, en coordination avec les structures au niveau de l'école.	Une unité spécifique de l'alimentation scolaire n'existe pas encore au niveau national; une coordination nationale, régionale / locale (le cas échéant) avec les écoles fait défaut.	Une unité d'alimentation scolaire existe au niveau national, mais a des ressources et des effectifs limités et manque d'un mandat clair; bien que des dispositifs de coordination au niveau national, régional / local (le cas échéant) et l'école soient en place, ils ne sont pas pleinement opérationnels.	Une unité d'alimentation scolaire pourvue en personnel et dotée d'un mandat clair existe au niveau national, basée sur une évaluation des besoins en personnel et en ressources; les dispositifs de coordination au niveau national, régional / local (le cas échéant) et l'école sont en place et fonctionnent dans la plupart des cas.	Une unité d'alimentation scolaire pourvue en personnel existe au niveau national, basée sur une évaluation des besoins en personnel et en ressources, avec un mandat clair et une formation initiale et continue; les dispositifs de coordination au niveau national, régional / local (le cas échéant) et l'école sont en place et pleinement opérationnels.	
Des structures de gestion et de responsabilisation au niveau de l'école sont en place.	Les dispositifs de gestion de l'alimentation scolaire au niveau de l'école ne sont pas uniformes et des directives nationales font défaut.	Des directives nationales sur les dispositifs nécessaires relatifs à la gestion de l'alimentation scolaire sont disponibles au niveau de l'école, mais ils ne sont pas encore pleinement mis en œuvre.	La plupart des écoles ont un dispositif de gestion de l'alimentation scolaire, fondé sur les directives nationales.	Toutes les écoles ont un dispositif de gestion de l'alimentation scolaire, basé sur les directives nationales, doté d'une formation initiale et continue pour le personnel concerné.		

Objectif stratégique 4: Conception et mise en œuvre

EMERGENT					
L'assurance de la qualité de la programmation et du ciblage, les modalités, et l'approvisionnement veillent à ce que la conception soit à la fois basée sur les besoins et rentable	Un système fonctionnel de suivi et d'évaluation (S&E) est en place dans le cadre de la structure de l'institution principale et utilisé pour la mise en œuvre et la rétroaction.	L'importance du S&E est reconnue, mais les systèmes gouvernementaux ne sont pas encore en place pour le S&E de la mise en œuvre de l'alimentation scolaire.	Un plan gouvernemental de S&E pour l'alimentation scolaire existe avec une collecte des données et des rapports intermittents survenant surtout au niveau national.	Le plan de S&E pour l'alimentation scolaire est intégré dans les systèmes de suivi national ou de gestion de l'information, et la collecte de données ainsi que les rapports sont effectués de manière récurrente aux niveaux nationaux et régionaux.	Le plan de S&E pour l'alimentation scolaire est intégré dans les systèmes de suivi national ou de gestion de l'information, et la collecte de données ainsi que les rapports sont effectués de manière récurrente aux niveaux nationaux, régionaux et scolaires ; une information analysée est partagée et utilisée pour affiner et actualiser les programmes; un référentiel est réalisé et des évaluations de programme sont effectuées périodiquement.
	La conception du programme identifie les groupes cibles appropriés et les critères de ciblage correspondant à la politique nationale d'alimentation scolaire	La nécessité du ciblage est reconnue, mais une analyse de la situation qui évalue les besoins de l'alimentation scolaire n'a pas encore été	Des critères et une méthode de ciblage sont en cours de développement et correspondent à la politique nationale de l'alimentation scolaire; une analyse de la situation évaluant les	Des critères et une méthode de ciblage existent et sont mis en œuvre, et correspondent à la politique nationale d'alimentation scolaire ainsi qu'à une analyse de	Des critères ainsi qu'une méthode de ciblage existent et sont mis en œuvre, et correspondent à la politique nationale de l'alimentation scolaire et de l'analyse de la situation (notamment

	<p>ainsi qu'à l'analyse de la situation.</p>	<p>entreprise, et ni des critères de ciblage, ni une méthode de ciblage n'ont encore été établis.</p>	<p>besoins est encore incomplète.</p>	<p>la situation évaluant les besoins.</p>	<p>les coûts pour divers ciblage et conceptions); les informations du S&E sont utilisées pour affiner et actualiser le ciblage et la couverture sur une base périodique.</p>	
<p>Les modalités alimentaires et le panier alimentaire correspondent aux objectifs, habitudes et goûts locaux, à la disponibilité de la nourriture locale et sécurité alimentaire (selon les directives de l'OMS), ainsi qu'aux exigences du contenu nutritionnel.</p>	<p>La nécessité de normes nationales sur les modalités d'alimentation et le panier alimentaire est reconnue, mais celles-ci n'existent pas encore.</p>	<p>Les normes nationales sur les modalités d'alimentation et le panier alimentaire ont été développées et correspondent à deux ou plusieurs des caractéristiques suivantes: objectifs, habitudes et goûts locaux, disponibilité de la nourriture locale, sécurité alimentaire (selon les directives de l'OMS), ainsi qu'aux exigences du contenu nutritionnel.</p>	<p>Les normes nationales sur les modalités d'alimentation et le panier alimentaire ont été développées et correspondent aux objectifs, habitudes et goûts locaux, à la disponibilité de la nourriture locale, sécurité alimentaire (selon les directives de l'OMS), et aux exigences du contenu nutritionnel.</p>	<p>Les normes nationales sur les modalités d'alimentation et le panier alimentaire ont été développées et correspondent aux objectifs, habitudes et goûts locaux, à la disponibilité de la nourriture locale, sécurité alimentaire (selon les directives de l'OMS), et aux exigences du contenu nutritionnel; les informations du S&E sont utilisées pour affiner et actualiser les modalités et le panier alimentaire sur une base périodique.</p>		

	<p>Les dispositifs d'approvisionnement et de logistique sont basés sur la mobilisation de ressources la plus locale possible, en tenant compte des coûts, des capacités d'exécution des parties, de la capacité de production dans le pays, de la qualité de la nourriture, et de la stabilité du système de livraison.</p>	<p>La nécessité de normes nationales relatives aux dispositifs d'approvisionnement et de logistique est reconnue, mais ceux-ci n'existent pas encore.</p>	<p>Les normes nationales relatives aux dispositifs d'approvisionnement et de logistique ont été développées et sont basées sur trois ou plusieurs des critères suivants: la mobilisation de ressources la plus locale possible, en tenant compte des coûts, des capacités d'exécution des parties, de la capacité de production dans le pays, de la qualité de la nourriture, et de la stabilité du système de livraison.</p>	<p>Les normes nationales relatives aux dispositifs d'approvisionnement et de logistique ont été développées et sont basées sur la mobilisation de ressources la plus locale possible, en tenant compte des coûts, des capacités d'exécution des parties, de la capacité de production dans le pays, de la qualité de la nourriture, et de la stabilité du système de livraison: les informations du S&E sont utilisées dans le but d'affiner et actualiser les dispositifs d'approvisionnement et de logistiques.</p>	
--	---	---	---	---	--

Objectif stratégique 5: Rôles de la communauté - Accompagner au-delà de l'école

Participation et responsabilité de la communauté - forte participation communautaire et prise en charge (enseignants, parents, enfants)	La communauté participe à la conception du programme d'alimentation scolaire, la mise en œuvre, la gestion et l'évaluation et contribue aux ressources (en nature, en espèces ou en tant que main d'œuvre).	Les systèmes et dispositifs de responsabilisation ne sont pas encore en place pour la consultation avec les parents et les membres de la communauté à propos de la conception, du suivi et des rétroactions du programme d'alimentation scolaire.	Un comité de gestion de l'alimentation scolaire existe, mais la participation des parents et des membres de la communauté pourraient être renforcée. La sensibilisation sur la possibilité de suivi et de rétroactions relatifs au programme d'alimentation scolaire fait défaut.	Le comité de gestion de l'alimentation scolaire est composé de représentants des enseignants, des parents et des membres de la communauté, et les collectivités ont des dispositifs de responsabilisation pour tenir les programmes d'alimentation scolaire responsables au niveau de l'école.	Le comité de gestion de l'alimentation scolaire est composé de représentants des enseignants, des parents et des membres de la communauté et a des responsabilités clairement définies ainsi qu'une formation continue. Les dispositifs de responsabilisation sont en place par lesquels les communautés peuvent tenir les programmes d'alimentation scolaire responsables aux niveaux de l'école, régional, et national.	LATENT
---	---	---	---	--	---	---------------

Remerciements

Ce rapport fait partie d'un effort commun du Groupe de la Banque mondiale, du Programme alimentaire mondial, et PCD d'aider les pays à renforcer leurs systèmes politiques et institutions, en particulier en matière de santé et d'alimentation scolaires. Rapport préparé à partir du questionnaire rempli lors de l'atelier tenu le 7 et 8 avril 2014 à Hammamet en Tunisie.

L'organisation de l'atelier SABER témoigne de la volonté du Gouvernement Tunisien et de ses partenaires stratégiques comme le Programme Alimentaire Mondial (PAM), la Banque Mondiale et le Partenariat de Développement de l'enfant (PCD) de mettre en œuvre en Tunisie une véritable politique d'alimentation et de nutrition scolaires.

Les résultats de cet atelier, présentés dans ce rapport sont le fruit de la contribution de tous les acteurs et des partenaires impliqués dans la mise en œuvre des projets de cantines scolaires en Tunisie et particulièrement du Gouvernement Tunisien, le PAM et ses partenaires du PCD et la Banque Mondiale.

Nos sincères remerciements au ministre de l'éducation Tunisien, Son Excellence Monsieur Fathi Jarai et à la directrice du PAM/ Tunisie, Madame Maria Lukyanova.

Nous remercions particulièrement les participants à l'atelier : Kamel Hajjem, Directeur Général du cycle primaire ; Hamda Ghariani , sous-directeur du cycle primaire ; Belhassen Thameur, Directeur Général de la coopération internationale ; Hédi Saidi, Directeur Général du département de la planification ; Sondos Sehili, sous-directeur du département de la finance ; Lotfi Snen, technicien supérieur de la direction générale des bâtiments et de l'équipement (Ministère de l'éducation) ; Jalel Snoussi, directeur de la coopération multilatérale ; Affef Foughali, directeur-adjoint de la direction de la coopération multilatérale (Ministère des affaires étrangères) ; Saida Boudhina, chef de service des activités sociales en milieu scolaire (Ministère des affaires sociales) ; Monia Krichene, direction de la santé scolaire et universitaire (Ministère de la santé) ; Hafedh Khlif, directeur de la coopération internationale (Ministère de l'agriculture) ; les directeurs régionaux et les sous-directeurs régionaux du ministère de l'éducation : Riadh

Ben Boubakker, Mouldi Guesmi , Kamel Ouselati, Taoufik Sanakli , Hatem Laabidi, Habib Taghouli, Houcine Al Akermi, Ali Ghourab, Mohamed Lotfi Nasrali, Jamel Elbaccouche et Moncef Manaai ; les directeurs des écoles primaires des gouvernorats participants : Adel Miled (Zaghouan), Samir Gueddouna (Kairouan), Sofien El Fidha (Siliana), Mohamed Brahmi (Sidi Bouzid), Mustapha Tellik (Médenine), Habib El Mahfoudhi (Kasserine), Rachid Bou Ali (Beja) et Mondher Chaflouk (Jendouba).

L'atelier SABER ne serait pas arrivé à ce niveau de résultats sans l'appui technique et logistique du Bureau Pays du PAM en Tunisie, du Bureau Régional du PAM au Caire, de la Banque Mondiale et de PCD.

Nos remerciements vont à Peter Rodrigues, chef de l'unité alimentation scolaire, Emilie Sidaner et Shereen Nasef, chargées de programme (PAM -Siège), Amani Gamaleldine, chargée de programme (PAM Egypte), Bachir Sarr, conseiller technique (PCD), Awicha Zayene, assistante programme et Wided Rached, assistante administrative (PAM Tunisie).

Nos remerciements vont aussi aux représentants de SIFI : Vladimir Chernigov, Président, Elena Bolotnikova chef unité de la coopération internationale, Mikhail Poliakov, expert en programme d'alimentation scolaire, Wajdi Mougou coordinateur, Olga Peshekhonova, coordinatrice ; et enfin à tous ceux qui directement ou indirectement ont facilité la tenue de cet atelier.

Acronymes

BM	Banque Mondiale
DN-PAM	Direction Nationale des Projets PAM
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCD	Partenariat pour le Développement de l'Enfance
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Partenariat Mondial pour l'Education
PNAS	Politique Nationale d'Alimentation Scolaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSDAN	Plan Stratégique de Développement de l'Alimentation et de la Nutrition
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur de l'Agriculture
PTF	Partenaire Technique et Financier
SCRP	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
TNS	Taux Net de Scolarisation
UNDA	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement

Références

- Adelman, S., H. Alderman, D. O. Gilligan, and K. Lehrer. 2008. "The Impact of Alternative Food for Education Programs on Learning Achievement and Cognitive Development in Northern Uganda." IFPRI, Washington, DC.
- Ahmed, A. U. 2004. "Impact of Feeding Children in School: Evidence from Bangladesh." International Food Policy Research Institute, Washington, DC.
- Bundy, D. A. P. 2011. "Rethinking School Health: A Key Component of Education for All." Directions in Development. World Bank, Washington, DC.
- Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M., and L. Drake. 2009. *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector*. Directions in Development; Human Development. Washington, DC: World Bank. Accessed from <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2634/48742.pdf?sequence=1>
- Gelli, A., U. Meir, and F. Espejo. 2007. "Does Provision of Food in School Increase Girls' Enrollment? Evidence from Schools in Sub-Saharan Africa." *Food and Nutrition Bulletin*. 28 (2): 149-55.
- Government of Tunisia. 2014. Tunisia's Constitution of 2014. Accessed from https://www.constituteproject.org/constitution/Tunisia_2014.pdf.
- Government of Tunisia. Ministère du Développement Régional et de la Planification. 2012. Stratégie de Développement de la Tunisie Nouvelle. http://www.leaders.com.tn/uploads/FCK_files/file/Strat%C3%A9gie%20du%20D%C3%A9veloppement%20pour%20la%20Tunisie%20Nouvelle.pdf.
- Jacoby, E., S. Cueto, and E. Pollitt. 1996. "Benefits of a School Breakfast Programme among Andean Children in Huaraz, Peru." *Food and Nutrition Bulletin* 17 (1): 54-64.
- "Journal Officiel de la République Tunisienne". 2013. No. 102. <http://www.legislation.tn/sites/default/files/journal-officiel/2013/2013F/Jo1022013.pdf>.
- Jukes, M. C. H., L. J. Drake, and D. A. P. Bundy. 2008. "School Health, Nutrition and Education for All: Levelling the Playing Field." CABI Publishing, Wallingford, UK.

- Kristjansson, E., V. Robinson, M. Petticrew, B. MacDonald, J. Krasevec, L. Janzen, T. Greenhalgh, G. Wells, J. MacGowan, A. Farmer, B. J. Shea, A. Mayhew, and P. Tugwell. 2007. "School Feeding for Improving the Physical and Psychosocial Health of Disadvantaged Elementary School Children." *Cochrane Database of Systematic Reviews* 1.
- Niazi, A. and M. Musa. 2011. "Libyan Refugees in Tunisia". Rapid Food Security Assessment. World Food Programme. Accessed from <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp237620.pdf>.
- Politt, E., S. Cueto, and E. R. Jacoby. 1998. "Fasting and Cognition in Well- and Under-nourished Schoolchildren: A Review of Three Experimental Studies." *American Journal of Clinical Nutrition* 67 (4): 779s-784s.
- Powell, C. A., S. P. Walker, S. M. Chang, and S. M. Grantham-McGregor. 1998. "Nutrition and Education: A Randomized Trial of the Effects of Breakfast in Rural Primary School Children." *American Journal of Clinical Nutrition* 68: 873-9.
- Simeon, D. T., and S. M. Grantham McGregor. 1989. "Effects of Missing Breakfast on the Cognitive Functions of School Children of Differing Nutritional Status." *American Journal of Clinical Nutrition* 49 (4): 646-53.
- Simeon, D. T. 1998. "School Feeding in Jamaica: A Review of its Evaluation." *American Journal of Clinical Nutrition* 67 (4):790s-794s.
- Tan, J. P., J. Lane, and G. Lassibille. 1999. "Student Outcomes in Philippine Elementary Schools: An Evaluation of Four Experiments." *World Bank Economic Review* 13 (3): 493-502.
- Whaley, S. E., M. Sigman, C. Neumann, N. Bwibo, D. Guthrie, R. E. Weiss, S. Alber, and S. P. Murphy. 2003. "The Impact of Dietary Intervention on the Cognitive Development of Kenyan School Children." *Journal of Nutrition* 133 (11): 3965S-71S.
- World Bank. 2014. World Development Indicators 2000-2014 [statistics]. "Tunisia". Available from the World Bank World Development Indicators Database.
- World Health Organization (WHO). 2014. "Country Cooperation Strategy at a Glance: Tunisia". Accessed from http://www.who.int/countryfocus/cooperation_strategy/ccsbrief_tun_en.pdf?ua=1.
- World Health Organization (WHO). 2003. "Skills for Health, Skills-Based Health Education Including Life Skills: An Important Component of a Child-Friendly/Health-Promoting School." Information Series on School Health. WHO, Geneva.
- World Food Programme (WFP). 2015. "Tunisia: Current Operations". Accessed from <http://www.wfp.org/node/3603/4148/373909>.
- World Food Programme (WFP). 2014. "WFP Assists Tunisia's Government in School Feeding". Accessed from <https://www.wfp.org/news/news-release/wfp-assists-tunisia%E2%80%99s-government-school-feeding>.
- World Food Programme (WFP). 2013a. "Capacity Development in the Framework of the School Feeding Programme". Reports of the Executive Director on Operational Matters. World Food Programme: Rome. Accessed from http://one.wfp.org/operations/current_operations/project_docs/200493.pdf.
- World Food Programme (WFP). 2013b. "WFP Revised School Feeding Policy". World Food Programme, Rome.
- World Food Programme (WFP). 2012. "Global School Feeding Survey". World Food Programme, Rome.

L'initiative **SABER, une Approche systémique pour de meilleurs résultats éducatifs**, produit des données comparatives et des connaissances sur les politiques et les institutions d'éducation, dans le but d'aider les pays à renforcer systématiquement leurs systèmes éducatifs. SABER évalue la qualité des politiques d'éducation par rapport aux normes mondiales basées sur des faits, utilisant de nouveaux outils de diagnostic et des données politiques détaillées. Les rapports nationaux de SABER intègrent toutes les parties prenantes quant aux résultats éducatifs - des administrateurs, enseignants et parents aux décideurs et entrepreneurs – grâce à un instantané accessible et objectif montrant comment les politiques du système éducatif de leur pays veillent à ce que tous les enfants et les jeunes apprennent.

Ce rapport se concentre spécifiquement sur les politiques dans le domaine de **l'Alimentation scolaire**.

Ces travaux sont un produit des membres du personnel de la Banque mondiale, enrichis de contributions externes. Les observations, interprétations et conclusions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, ni de son Conseil d'administration, ou des gouvernements qu'elles représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes dans cette publication n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale concernant le statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou acceptation de ces frontières.

